

Taxe carbone : le cas dit exemplaire de la Suède

Le débat sur le marché du carbone au sein du comité thématique sur l'environnement de Québec solidaire a éloigné ses membres de cette solution pour le rapprocher de celle de la taxe carbone¹. Pourtant, le marché du carbone et la taxe sur le carbone sont les deux côtés de la même médaille de la soumission au marché. Ce marché est contrôlé par une poignée de transnationales dont 90 d'entre elles sont responsables d'un peu moins des deux tiers des GES historiques (1854-2010)². Pour corriger cette « externalité » non prise en compte par le marché — petite imperfection car à part ça « *tout va très bien madame la marquise* » — les deux politiques supposent une intervention étatique forçant ces transnationales à modifier leurs comportements. Le marché du carbone fixerait l'offre de carbone, c'est-à-dire des « droits de polluer », laissant la détermination de son prix au marché. La taxe du carbone fait le contraire. Selon la théorie des prix, ce serait le « choix du consommateur » qui obligerait ces transnationales et entreprises émergentes à modifier le « panier du consommateur » vers un assortiment de produits et services plus léger en carbone.

Dans ce monde virtuel sans classe, sans genre et sans nation, non cimenté de collectifs, complètement a-historique, né d'une abstraction mathématique, surgit quand même une difficulté. À quel niveau fixer au départ le prix d'un « droit de polluer », pour la taxe du carbone, ou bien de la quantité de droits de polluer, pour le marché du carbone ? À quel rythme doit ensuite évoluer cette taxe ou cette quantité de « droits » ? Il n'y a aucun moyen d'échapper à ces deux questions. Supposons le plus simple des systèmes mathématiques, la droite ' $y = a + bx$ '. Pour tracer cette droite dans le plan xy (la société), il faut un point de départ 'a' (un prix ou une quantité) et une pente 'b' (un rythme). Ces deux données ne peuvent être générées par la théorie. C'est « l'extérieur » qui les fournira, soit le pouvoir politique incarné dans l'État qui concentre l'ensemble des rapports sociaux issus de l'histoire faits de contradictions de classe, de genre et nationales.

Se pose alors la question de la capacité de l'État d'imposer ses politiques 'a' et 'b'. Étant donné l'urgence climatique, l'État devra imposer un prix ou une quantité ('a') élevé au départ de même qu'un taux de croissance ('b') élevé de ce prix ou de cette quantité. Les complexes mondial auto-pétrole-bungalow et québécois asphalte-bois-ciment, tous deux baignant dans la finance, freinent des deux pieds. Le parti-pris pétrole bitumineux de tous les grands partis canadiens, pas seulement les Conservateurs, celui pétrole de schiste de tous les partis québécois, pas seulement les Libéraux, sauf Québec solidaire mais qui tergiverse sur le pétrole conventionnel, révèle la force du premier complexe. Les révélations de la Commission Charbonneau ont démontré la force du deuxième complexe au Québec. Y a-t-il quelqu'un dans la salle qui parie sur la disparition de l'influence de l'« industrie de la corruption » ?

Ces influences délétères pénètrent profondément les structures étatiques, indépendamment de tout résultat électoral. Elles le font par les moyens du financement des partis, du parti pris des monopoles médiatiques, du chantage de la cote de crédit, du mécanisme des portes tournantes avec les grandes firmes de la finance et des services à l'entreprise pour le recrutement du haut fonctionariat et de leur formatage idéologique par les départements d'études supérieures en sciences sociales. En résulte la faillite des marchés du carbone européen et onusien (mécanisme de développement propre)³.

Il en est de même pour la taxe carbone. Il suffit d'examiner le succès suédois souvent donné en exemple. Les émanations de GES d'origine énergétique de ce pays ont décliné de 23% de 1990 à 2012⁴. « *La principale raison de ce succès, disent les experts, est l'introduction d'une taxe carbone en 1991* »⁵. Il est exact qu'au niveau de l'OCDE, la Suède est le bon élève de la classe. Il faudrait cependant souligner que la crise économique de 2008 a causé une baisse non volontaire des émanations de GES en Suède comme dans les autres pays européens. On note le recul de la

1 Ce débat a aussi permis d'insister sur l'importance d'échéances chiffrées exigeantes et à court terme (ex. 2020) pour la réduction des émanations de GES étant donné la grande urgence de la situation et la propension politicienne à ignorer réellement toute échéance au-delà de la prochaine élection.

2 Richard Heede, [Tracing anthropogenic carbon dioxide and methane emissions to fossil fuel and cement producers, 1854-2010](#), Climate Change, 10/13

3 Voir sur mon site web, [Le programme climat de Québec solidaire en danger](#), 18/10/15

4 Wikipédia francophone, [Énergie en Suède](#), Vue d'ensemble

5 Gwladys Fouché, [Sweden's carbon-tax solution to climate change puts it top of the green list](#), The Guardian, 28/04/08, ma traduction

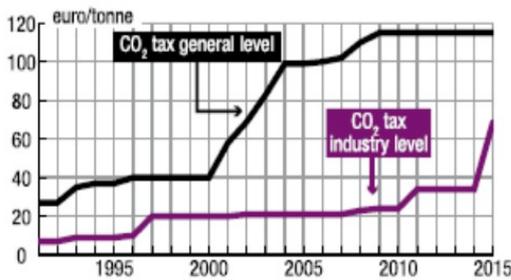
production énergivore des pâtes et papier, de la sidérurgie et de l'industrie chimique. Ajoutons-y une bonne pluviosité ayant permis un plus grand recours à l'hydroélectricité⁶. En conséquence, de 2008 à 2012, la baisse des GES d'origine énergétique fut en Suède de 9%.

Ce qui frappe de prime abord dans le cas suédois c'est que cette taxe sur le carbone a été instaurée en 1991, en pleine crise économique et financière⁷, par un gouvernement de droite dans le cadre d'une réforme fiscale typiquement néolibérale :

La taxe carbone fait partie d'un ensemble plus large de la réforme fiscale, qui consistait en des taux marginaux d'imposition moins élevés sur capital et sur le travail, en la suppression des abris fiscaux et en l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur la valeur ajoutée. La réforme globale était globalement régressive : les réductions d'impôt pour les groupes à revenu supérieur étaient plus importantes que pour les groupes à plus faible revenu.

Les estimations montrent que les réductions d'impôt se sont élevées à 6% du PIB tandis que les hausses d'impôt liées à l'énergie à environ 1% du PIB (Commission suédoise sur la fiscalité verte (1997)). La réforme impliquait donc une réduction de la pression fiscale pour le ménage ou pour l'entreprise moyenne, ce qui a facilité l'introduction de la taxe carbone.

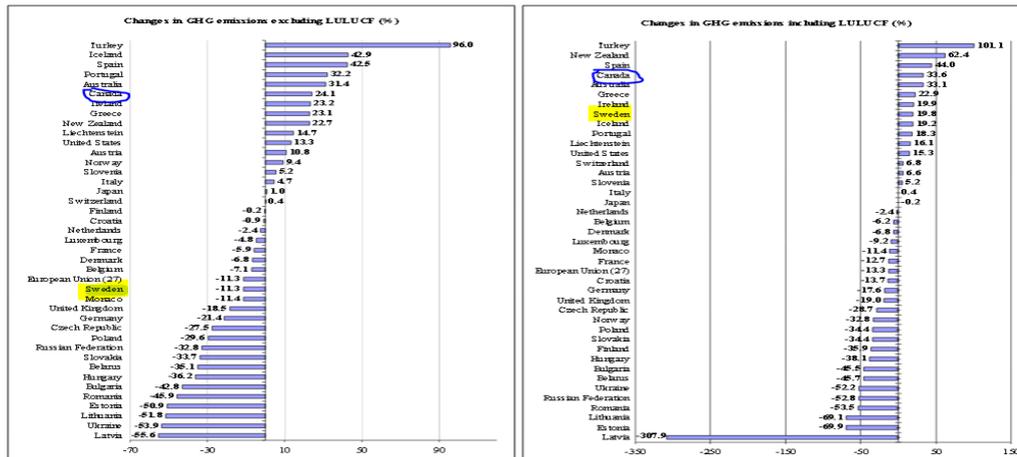
Prix d'une tonne de carbone, Suède



Cette réforme conjugait les intérêts des néolibéraux et de la majorité environnementaliste et reflétait l'accord du parti au pouvoir et de l'opposition « sociale-démocrate » au parlement suédois. Cet accord fit en sorte que le Parti social-démocrate, de retour au gouvernement en 2001, bonifia la taxe carbone pour les ménages tout en épargnant « certaines entreprises, surtout celles soumises à la compétition internationale. [Elles] paient actuellement 34 € / tonne, un quart du prix général. L'écart est toutefois destiné à être réduit [...] d'ici 2015. »

Néanmoins, les émissions industrielles dans certains secteurs comme le ciment, les aciéries ou les raffineries ont augmenté sur la période [1990-2008, NDLR]. [...] En outre, si l'on tient compte des émissions liées à la déforestation, les émissions totales de CO2 ont augmenté de 19% en Suède au cours de la période⁸ :

Figure 4
Changes in the total aggregate emissions of individual Annex I Parties, 1990–2008



Abbreviations: GHG = greenhouse gas, LULUCF = land use, land-use change and forestry.

Source : United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), Framework Convention on Climate Change, 20/05/11

Finalement, à terme, le bilan de GES suédois est à peine supérieur à celui canadien malgré l'astuce

6 Examen environnementaux de l'OCDE : Suède 2014, partie 2, chapitre 4 (changement climatique)

7 Voir l'annexe

8 Lucas Chancel et Simon Ilse, Environmental taxes and equity concerns: A European perspective, Social Platform, 2014, ma traduction.

du ministre suédois de l'environnement⁹ de s'en tenir aux seules émanations de GES issues de hydrocarbures, laissant tomber les usages du sol dont l'important secteur, en Suède, de la foresterie. Même ce bilan reste incomplet car au-delà des émanations provenant du territoire suédois proprement dit, il faudrait compter les GES nets importés afin de mesurer « l'emprunte carbone » :

Les impacts globaux du changement climatique des citoyens suédois sont 17% plus élevés que ceux suggérés par le compte d'émission territoriale et donc à moins que le compte d'émission territoriale soit ajusté pour inclure les émissions incorporées dans les produits échangés mais consommés en Suède, la contribution de la Suède au changement climatique, comme pour la plupart des autres pays industrialisés, va être sous-estimée.¹⁰

Pourtant, on se dit que le prix pénalisant des « droits de polluer » pour les ménages, de loin le plus élevé au monde¹¹, a dû provoqué une réduction des GES dans cette sphère :

D'importants investissements d'infrastructures publiques dans les réseaux de chauffage urbain et la production d'énergie renouvelable ont également été menées dans les années 1990. Sans ces investissements, les ménages et les entreprises auraient été coincés dans les anciennes infrastructures ou technologies — ils auraient été « piégés » dans des systèmes de chauffage à forte intensité en carbone. Il est très probable que les acteurs privés auraient été plus réticents à investir dans de telles infrastructures si tôt. Les investissements soutenus par les pouvoirs publics ont ainsi assuré le succès de la transformation.¹²

Et voilà que le chat sort du sac ! À la fin, ce sont les investissements publics qui ont fait la différence en ce qui concerne les GES émanant des hydrocarbures avant que la crise de 2008 ne prenne la relève. Évidemment, on pourrait en conclure qu'au moins la régressive taxe sur le carbone payée par les ménages¹³ a financé ce gain partiel tout en étant fiscalement supportable étant donné les baisses d'impôt sur le revenu et sur les cotisations sociales même si les entreprises et les riches en ont profité davantage... tout en oubliant les drastiques coupures dans les services publics et les programmes sociaux fort importants en Suède durant cette période. Même cette heureuse conclusion tordue n'est pas si évidente.

La Suède compte sur une production d'électricité libre d'émanations de GES grâce à l'hydroélectricité... et au nucléaire : « [La production d'électricité en 2012] s'est répartie en 48 % d'hydroélectricité, 38 % de nucléaire, 4 % d'éolien et 10 % de thermique, pour l'essentiel en cogénération à base de biomasse... » Et il n'est plus question, comme en Allemagne, d'abandonner à terme le nucléaire suite à la catastrophe de Fukushima :

En 2009, le gouvernement de centre droit décida de lever le moratoire sur l'énergie nucléaire, poussé par une opinion publique plutôt favorable au nucléaire du fait des faibles émissions de gaz à effet de serre. En 2010, une courte majorité parlementaire adopta cette décision autorisant le remplacement des réacteurs actuels par des réacteurs plus modernes lorsque ceux-ci sont en fin de vie¹⁴.

Mais ne faut-il pas se réjouir de la croissance des biocarburants dans les systèmes urbains de chauffe/climatisation collective, pour éviter aux ménages de payer la taxe sur le carbone ?

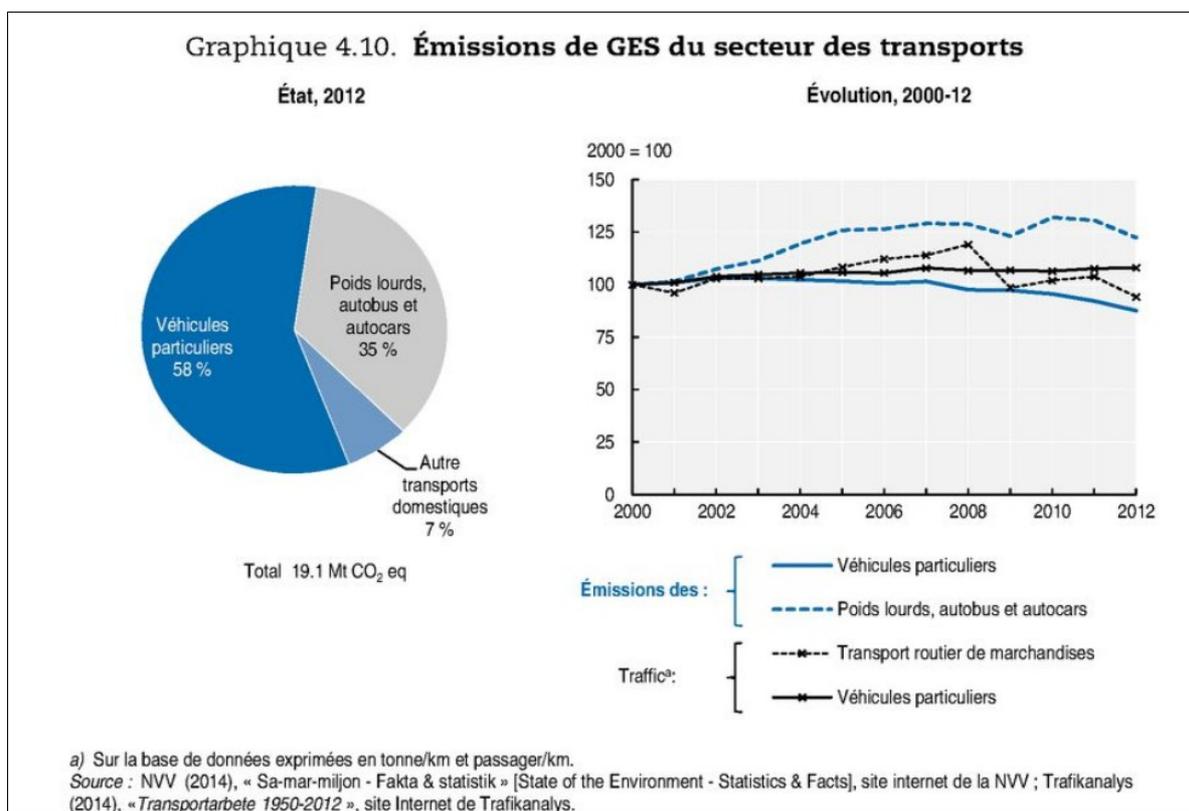
Historiquement, le pétrole représentait la principale source d'énergie des réseaux de chaleurs, atteignant 90 % en 1980. La situation a fortement changé par la suite : la biomasse est largement en tête, représentant 69 % des combustibles utilisés en 2012 (avec les déchets et la tourbe), les pompes à chaleur : 9 %, la récupération de chaleur : 7,5 %, soit une part totale de 86 % pour les énergies renouvelables (bien que la tourbe ne devrait pas être comptée dans les renouvelables)...¹⁵

Mais il y a un hic :

9 Gwladys Fouché, [Sweden's carbon-tax solution to climate change puts it top of the green list](#), The Guardian, 29/04/08
10 Jan Minx, Kate Scott, Glen Peters and John Barre, [An Analysis of Sweden's Carbon Footprint](#), WWF-Sweden, 2008, ma traduction
11 Jenni Summer, Lori Bird, Hillary Smith, [Carbon Taxes: A Review of Experience and Policy Design Considerations](#), Table ES-1, National Renewable Energy Laboratory, US Department of Energy, 12/09
12 Lucas Chancel et Simon Ilse, [Environmental taxes and equity concerns: A European perspective](#), Social Platform, 2014, ma traduction
13 D'avouer l'OCDE (note 5) : « ...des exemptions et abattements s'appliquant en revanche dans l'industrie hors SEQE [marché du carbone de l'UE], l'agriculture, la sylviculture, la pêche, le transport aérien et le transport maritime ; en outre, les secteurs relevant du SEQE payent un prix très faible, ou n'en payent pas du tout, en raison de la persistance de l'excédent de quotas de CO₂ attribués gratuitement dans l'UE et du bas prix qui en découle. »
14 Wikipédia francophone, [Énergie en Suède](#)
15 Wikipédia francophone, [Énergie en Suède](#)

...les biocarburants ont été critiqués pour avoir causé une perte de biodiversité, en plaçant une pression accrue sur les ressources en eau, en ajoutant à la déforestation et à enlever des terres qui pourraient nourrir une population mondiale croissante¹⁶.

Reste le système de transport qui, comme au Québec, occupe une part grandissante dans le bilan suédois de GES, une hausse des émanations de GES de près de 80% en 40 ans¹⁷ qui continue. À coups de hausse de la performance énergétique des automobiles, de douteux biocarburants largement subventionnés et d'augmentation rapide du diesel « plus efficace » que l'essence... et générant plus de pollution masquée par la fraude, la contribution en GES des automobiles est parvenue à baisser malgré l'accroissement du nombre d'autos. Mais, comme au Québec, il n'en est pas de même des poids lourds dont les émanations de GES croissent :



La taxe carbone a finalement peu influencé la performance dite exemplaire de la Suède. Ce sont les investissements et les subventions étatiques qui ont joué ce rôle. Dans la mesure où la Suède s'est libéré des hydrocarbures ce fut pour leur substituer de douteux biocarburants, biomasse, diesel et gaz naturel sans compter le maintien du nucléaire. Par contre, la taxe carbone a servi de fer de lance idéologique et matériel pour la contre-réforme fiscale néolibérale amorcée il y a 25 ans. D'aucuns voudraient lui donner un vernis progressiste en la redistribuant même totalement¹⁸. Sans compter le caractère d'ingénierie sociale de cette vaste redistribution, une sorte de chèque-citoyen écologique, il faudrait financer autrement les interventions étatiques à moins d'y renoncer pour laisser au seul marché la solution du problème. Alors ce serait Vive le marché du carbone, Vive la taxe sur le carbone, Vive le néolibéralisme... et on cuira tous et toutes en 2100 ou avant ! Ce n'est pas pour rien si le programme de Québec solidaire s'oppose à la taxe carbone.

On a hâte que la direction de Québec solidaire parle publiquement de rejeter cette taxe régressive tout comme de rejeter le marché du carbone... sans plier sur les échéances chiffrées courtes et exigeantes.

Marc Bonhomme, 22 octobre 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

16 Jan Minx, Kate Scott, Glen Peters and John Barre, [An Analysis of Sweden's Carbon Footprint](#), WWF-Sweden, 2008, ma traduction

17 Wikipédia francophone, [Énergie en Suède](#)

18 Citizens' Climate Lobby, [Carbon Fee and Dividend Explained](#)

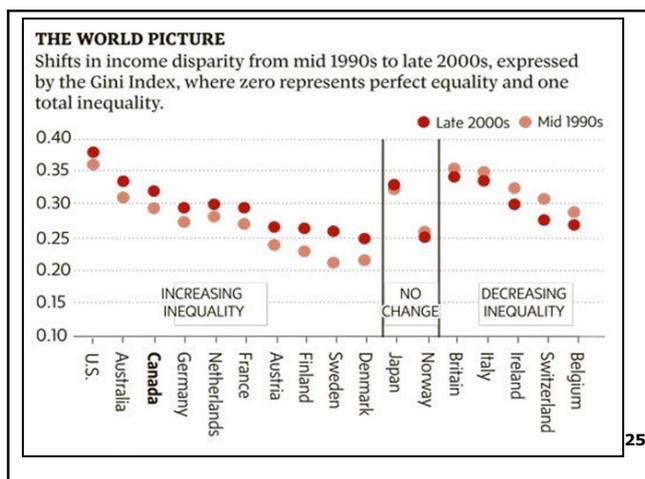
Annexe : Canada/Québec et Suède : deux frères jumeaux appliquant la même politique¹⁹

Le modèle suédois a décliné à partir des années 70 pour rentrer en crise au début des années 90 suite à une crise financière majeure dont le point de départ fut le marché immobilier. Faut-il s'étonner que les sociaux-démocrates aient perdu les élections de 1991 avec le plus bas score électoral depuis 1928 ? Le retour de la droite aux affaires coïncida avec la pire crise qu'ait connue la Suède depuis celle des années 30. De 1989 à 1993, l'industrie perd le quart de ses emplois industriels.²⁰ Loin de s'opposer aux mesures d'austérité du gouvernement de droite, l'opposition sociale-démocrate l'y aida :

Dès septembre 1992, une politique d'austérité, dont le coût social s'annonçait considérable avait été mis en œuvre par le gouvernement. Après la tourmente monétaire et la montée du taux d'intervention de la Banque centrale jusqu'à 500%, un accord historique a été conclu le 20 septembre avec l'opposition sociale démocrate pour réaliser 41 milliards d'économie (échéance 1997) par l'élévation de l'âge de la retraite de 65 à 66 ans, la réduction ou le gel des aides au logement, allocations familiales et maladie, bourses et retraites. Le 19 novembre 1992, le gouvernement devait se résoudre à laisser flotter la couronne qui avait perdu 20% de sa valeur le 15 février 1993. Pour favoriser la compétitivité, une loi a confirmé, fin novembre 1992, les accords conclu entre le parti social-démocrate et le gouvernement sur la diminution des charges patronales, l'augmentation de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) sur les produits alimentaires et la suppression de deux jours de congés annuels.²¹

Sauver les banques a coûté 4% du PIB suédois même si ensuite la bonne conjoncture de la fin des années 90 a permis à l'État de récupérer une grande partie de sa mise²². Cette crise a mené à plusieurs privatisations dont une grande partie du transport public, de la poste, à la compétition dans le système de santé entre hôpitaux privés et publics et à un système de bons individuels pour le choix de l'école qui peut être privée.

Pendant qu'au Canada les dépenses gouvernementales relatives (en % du PIB) chutaient de 26% du sommet des années 90 à 2006, elles baissaient de 22% en Suède.²³ Il est vrai, cependant, que cette part reste en Suède, paradis de la social-démocratie, la plus élevée de l'OCDE... après la France, la Finlande et le Danemark. Par contre, la crise de 2008 a conduit le Canada à accroître son effort de 11%, de 2006 à 2010, alors que celui de la Suède est resté quasiment stable, contrairement à la plupart des autres pays de l'OCDE, croissant seulement de moins de 1%, ce qui a fait perdre à la Suède son premier rang pour cette statistique.²⁴ La dynamique néolibérale est la même en Suède qu'au Canada sinon pire depuis 2006.



La Suède est d'autant moins un modèle quand on constate la forte croissance des inégalités. On remarquera dans le graphique ci-joint qu'en Suède les inégalités de revenu ont crû plus rapidement, entre les années 90 et la fin des années 2000, qu'au Canada même si la situation y reste meilleure. Cela est dû en partie à une baisse substantielle de l'effort fiscal de 11%, en termes de proportion de PIB, alors que l'effort fiscal moyen tant de l'OCDE que de la zone euro ne baissait que de 3 à 4% du pic des années 90 à 2006. En fait, la chute de l'effort fiscal suédois est un des plus importants de l'OCDE avec l'Irlande, la Nouvelle-Zélande et le Canada.²⁶

19 Extraits de Marc Bonhomme, [La grande illusion de la social-démocratie suédoise : Plutôt un exemple de néolibéralisation au pas de course \(2\)](#), Presse-toi-à-gauche, 29/01/13

20 Article sur la Suède, État du monde, Éditions La Découverte, 1995

21 Article sur la Suède, État du monde, Éditions La Découverte, 1994

22 Wikipédia, [Sauvetage du système bancaire suédois](#)

23 OECD Economic Outlook, [December 2005, Annex Table 25](#)

24 OCDE, [Profils statistiques par pays](#) : Tableaux-clés, 2011

25 Globe and Mail, [Infographic: The economics of the Occupy movement](#), 16/10/11

26 OECD Economic Outlook, [December 2005, Annex Table 26](#)